

Zeitschrift: Défis / proJURA

Herausgeber: proJURA

Band: - (2016)

Heft: 4

Artikel: Digger, le savoir-faire régional au service de l'humanitaire

Autor: Planinic, Aleksandra / Piaget, Gentien

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-823856>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

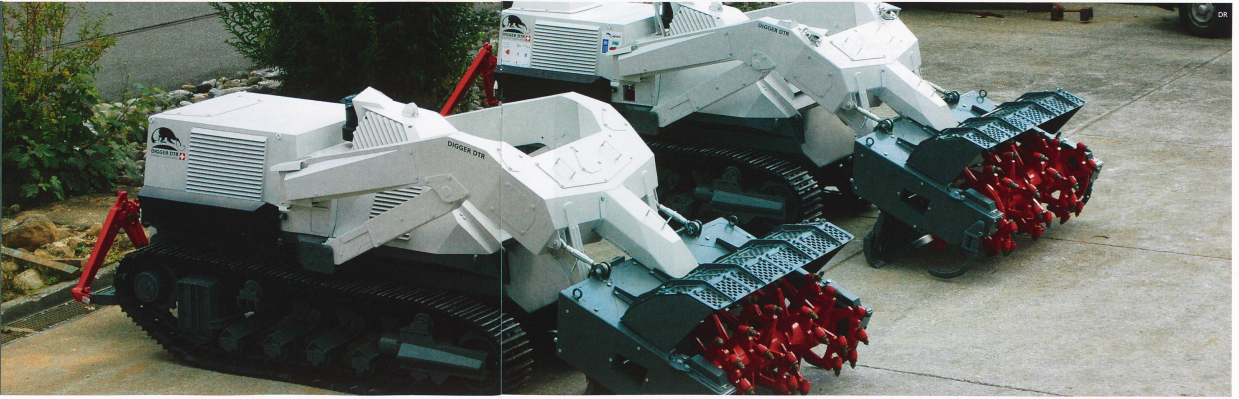
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La fondation tavannoise Digger, qui n'est plus à présenter sous nos latitudes, s'est fait un nom au plan mondial dans la lutte contre les mines antipersonnel. Un combat de longue haleine pour s'imposer comme un acteur reconnu.



Les machines contre les mines antipersonnel mises au point par la société tavannoise.

Digger, le savoir-faire régional au service de l'humanitaire

Par Aleksandra Planinic

«On connaît le Jura bernois pour son chocolat, ses industries, ses montres, mais il y a d'autres choses aussi», sourit Frédéric Guerne. C'est avec beaucoup d'humilité que l'ingénieur fait allusion à la fondation Digger, à Tavannes. Voici 18 ans qu'il a créé son organisation à but non lucratif. Spécialisée dans le domaine du déminage humanitaire, elle développe, réalise et commercialise des machines pour assister les démineurs, afin

d'augmenter l'efficacité de leur travail et de le rendre moins dangereux. Depuis 1998, le chemin a été long pour s'imposer dans le milieu. «Jamais je n'aurais pu imaginer que ce serait si compliqué. J'ai vu les choses d'une manière très naïve: on met sur pied des solutions techniques, qui seront ensuite reprises par d'autres spécialistes, puis elles seront utilisées sur le terrain parce qu'elles sont efficaces. En fait non, il a

fallu tout faire: réaliser ces solutions, prouver leur efficacité sur le terrain, les produire en série et encore gérer le service après-vente!»

Référence mondiale

Si, aujourd'hui, la fondation Digger est une référence mondiale dans le domaine des technologies de déminage humanitaire, il a fallu quinze années pour arriver à ce résultat, selon son directeur: «Dans le milieu huma-

nitaire, il y a beaucoup de choses que l'on ne voit pas. Des choses se passent en coulisses. Des ONG - organisations non gouvernementales - sont présentes depuis des années aux côtés des grosses institutions supra-étatiques comme l'ONU ou le Conseil de l'Europe. On est face à des monstres. Quand vous êtes une petite équipe de jeunes bénévoles qui travaille dans une remise d'agriculteur, dans le Jura bernois, et qui apporte des solutions technologiques, vous avez tout pour être discrédités. Parce que vous ne collez pas à ce qui se fait d'habitude. Il faut alors tout construire. Cela nous a pris quinze ans pour convaincre les gens qu'on était sérieux, solides et prouver que nos solutions avaient un sens.»

Frédéric Guerne ne le cache pas: «Cela a été une lutte peut-être plus difficile que la lutte technique à proprement parler, parce qu'il a fallu franchir ces frontières et gagner la confiance des gens.» La réponse de Digger à l'incrédulité de certains a été la construction d'un engin blindé résistant aux explosions. Pour garantir une sécurité totale à l'opérateur, le véhicule est télécommandé. Il est aussi muni d'un dispositif qui va défricher la végétation et broyer le sol jusqu'à 25 cm de profondeur. Cette opération neutralise les mines tout en préparant le terrain à un contrôle après la mission, dans les conditions les meilleures. C'est cette dernière étape qui permettra de déclarer la zone définitivement sécurisée,

selon les normes en vigueur du déminage humanitaire.

En action dans une dizaine de pays Active dans une dizaine de pays, tant en Afrique que dans les Balkans, la fondation a démontré son savoir-faire. Souvent, ce sont des ONG ou des organisations de démineurs mandatées par un gouvernement qui font appel à l'entreprise tavannoise. Parfois, Digger travaille aussi avec des armées. Frédéric Guerne explique: «Les autorités nous contactent, mais ce sont les militaires qui vont déminer. Nous allons leur fournir ou leur vendre une machine et les former aussi.» Il souligne également que le contact avec les gouvernements est indispensable. «On touche à des résidus de

guerre, donc l'autorité nationale est impliquée. Dans chaque pays, il y a un «mine action center», c'est-à-dire que l'autorité va déléguer et définir un organisme de gestion du processus de déminage parce qu'à la fin, il faut bien que quelqu'un puisse dire: «Ok, on peut libérer les terres.»

C'est avec de telles missions que la fondation Digger a été reconnue au fil des années et pas seulement au niveau institutionnel ou gouvernemental. «Il y a deux ans, j'étais en Bosnie pour remettre une machine au vice-ministre de la défense et tout le monde était surpris d'apprendre que l'engin était offert par des citoyens suisses. Le traducteur qui m'accompagnait a absolument tenu à faire une photo avec moi parce que, pour lui, c'était un honneur de pouvoir la montrer à ses enfants et de leur expliquer que la Suisse a aidé à déminer leurs terres. J'étais très touché et très fier.»

Manque de reconnaissance nationale

L'image de Digger est désormais reconnue au niveau international.

Mais sur le plan national, le but n'est pas encore atteint d'après Frédéric Guerne. «Il y a une dynamique de reconnaissance et de prise au sérieux qui est vraiment engagée. Mais, encore une fois, cela prend du temps. Je dirais qu'à l'heure actuelle, on est connu dans la région auprès des particuliers, des politiques et des institutions, mais il reste du travail à faire. J'aimerais aller plus loin, par exemple en Suisse alémanique, car on a toujours cette barrière. Toutefois, elle commence gentiment à tomber grâce au musée Digger, à Tavannes. On a de plus en plus de particuliers alémaniques qui nous rendent visite. On génère du tourisme, c'est assez extraordinaire, car on ne l'avait pas prévu au début! J'aimerais aussi que nos autorités réalisent à quel point la fondation a un impact dans le monde entier. Je pense que cela n'a pas encore été saisi complètement.»

Si l'organisation à but non lucratif s'approche gentiment de ses 20 ans d'existence, son directeur espère que, dans les vingt prochaines années, il se retrouve au chômage! «Mon rêve



Frédéric Guerne, l'«âme» et le directeur de la fondation Digger (à gauche).

serait qu'à l'avenir nous ne soyons plus nécessaires, mais je ne crois pas en l'homme bon. Malheureusement, je sais que les conflits vont se poursuivre et dire qu'il ne faut rien faire est une grossière erreur. La fondation Digger recourt à des ressources technologiques qui sont vraiment ancrées dans notre région et qui peuvent être exploitées pour autre chose que des montres de luxe. Moi, j'ai fait le choix de les utiliser pour épargner des souffrances.»

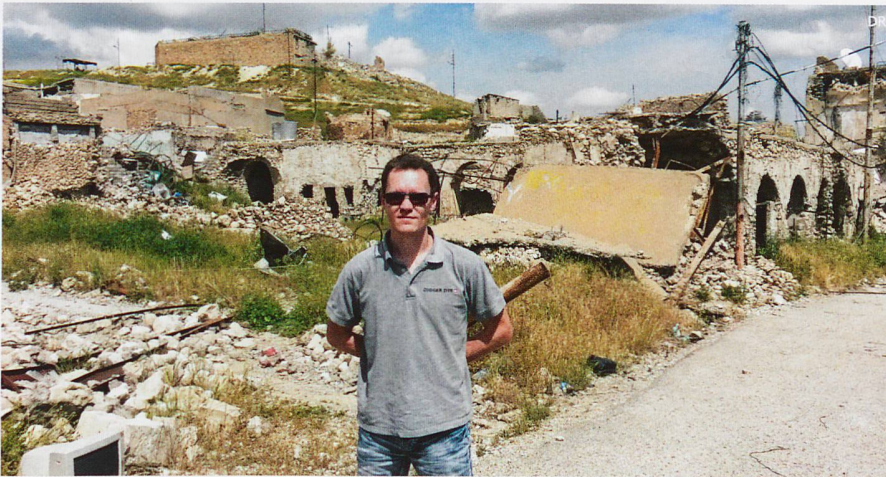
Le financement sous forme de dons

La fondation Digger est sans but lucratif. Elle est également reconnue d'utilité publique par le canton de Berne. Son statut lui interdit donc de faire appel à des investisseurs ou à des actionnaires. Pour Frédéric Guerne, le choix de la fondation s'est imposé tout de suite, étant donné l'objectif humanitaire de l'organisation: «La question s'est posée, mais devenir une S.A. constituait un risque de voir notre but changer à l'avenir. Par exemple, en cas de succession, Digger pourrait devenir spécialiste en matériel de guerre. Et cette idée était exclue.» Son capital ne peut donc être constitué que de l'aide de donateurs.

«Actuellement, nous comptons plus de deux mille donateurs réguliers venant de la région, de la Suisse romande et de plus en plus de la Suisse alémanique», précise Frédéric Guerne. Le financement se décline ensuite de deux façons: celui qui entre dans la fondation elle-même et qui permet de payer les salaires des employés et le financement qui cible les projets. Dans ce cas, ce sont par exemple, la DDC (Direction du développement et de la coopération), la ville de Genève, le canton de Berne ou encore le canton de Bâle qui soutiennent des opérations.

www.digger.ch

« Cette mission représente la limite de notre travail, car elle se place dans un contexte proche du conflit »



Gentien Piaget, vice-directeur de Digger, devant les décombres de la ville de Sinjar (Kurdistan irakien).

En avril dernier, la fondation Digger s'est rendue à Sinjar, en Irak.

L'organisation tannoise a ainsi mené une mission de reconnaissance afin de pouvoir développer une solution de déminage appelée SCRAPER. L'idée est d'équiper une machine d'un dispositif pour la télécommander et effectuer un travail de déblaiement sécurisé. Mais ce projet est d'un nouveau genre pour la fondation, car si elle est spécialisée dans le déminage des zones en périphérie des villes, elle s'attaque désormais au milieu urbain. Une première.

Gentien Piaget, vice-directeur de la fondation Digger, faisait partie de l'expédition.

Interview.

– Comment se prépare-t-on pour une telle mission dans une zone de guerre avec la présence du groupe État islamique ?

– La préparation est très importante. On ne peut pas partir avec juste un sac à dos. Le but de la mission consistait à voir la situation, anticiper les problèmes techniques et créer des contacts sur place afin de trouver un interlocuteur de confiance. Ce point est essentiel surtout pour une telle mission, car elle est plus dangereuse ! Elle est la plus proche du front et elle représente la limite de notre activité. C'est pour cela que c'est primordial d'avoir quelqu'un ou un organisme qui connaît les lieux afin de pouvoir nous guider et aussi sur qui on peut compter, surtout au niveau sécuritaire. On ne peut pas se permettre des doutes à ce niveau-là. Si nous en avons eus, la mission n'aurait pas eu lieu.

– Avez-vous eu également un contact avec la population de Sinjar ?

– Comme j'étais accompagné par une personne qui venait de Sinjar, dans le Kurdistan irakien, et qui travaillait pour une grande organisation humanitaire, il n'y a pas eu de problèmes pour faire connaissance avec les gens sur place. Ce qui m'a frappé c'est leur reconnaissance alors que nous n'avions encore rien fait ! Nous étions là dans le but de mettre en place une opération, mais nous n'avions pas encore apporté de solution !

– Quand on évoque votre travail, la fondation Digger, les machines de déminage, est-ce qu'on a tendance à oublier le fait que vous venez en aide à des populations qui veulent justement retrouver leurs terres ?

– Difficile à dire... Pour moi en tous cas, cet aspect est parfois oublié. On est dans nos problèmes, dans nos solutions techniques et ce n'est pas toujours évident de se dire que finalement on essaie de sauver des vies.

– Est-ce une pression de vous dire que vous sauvez des vies ?

– Pas du tout. Mais quand on est concentré sur un projet et qu'il y a plein de facteurs à prendre en compte, qu'ils soient techniques ou encore politiques, il est parfois difficile de prendre le recul nécessaire pour voir la globalité ou la finalité de la situation. C'est pour cela qu'il est important qu'on nous le rappelle. La possibilité d'aller sur le terrain et de voir l'impact de notre travail, c'est aussi très motivant car, au fond, c'est l'essence même de la fondation Digger.